

Cachez cette dette que je ne saurais voir !



Dans cette magnifique chanson du chanteur canadien Leonard Cohen, « Everybody Knows », cette strophe illustre à merveille la situation financière de la France : « Everybody knows that the boat is leaking, everybody knows that the captain lied » (Tout le monde sait que le navire prend l'eau, tout le monde sait que le capitaine a menti).

Tout le monde a effectivement bien compris que la dette de la France (environ 3 trillions d'euros) avait atteint un niveau critique, et que la hausse des taux d'intérêt initiée par la BCE va faire exploser très rapidement la charge de la dette (intérêts à payer chaque année). La trajectoire est terrible, et nos dirigeants ne semblent pas pressés de traiter le problème, allant même jusqu'à en nier la gravité.

Hélas, ces 3 trillions d'euros ne sont que la dette déjà émise sous forme d'obligations (dite « dette au sens de Maastricht »). Elle est transparente, et inscrite au passif de l'État. Il existe une autre dette cachée qui s'appelle le

hors bilan, ou engagements à long terme de l'État français.

Si j'emprunte 1000 euros, avec reconnaissance de dette, je me trouve endetté à hauteur de 1000 euros de manière « standard ». Par contre, si je me porte caution pour le loyer de votre appartement, chaque fois que vous ne payez pas, je serai contraint de le faire à votre place. Si vous ne payez pas pendant un an, je serai même obligé de m'endetter afin de m'acquitter de vos impayés. C'est exactement dans cette situation que se retrouve l'État français.

En effet, l'État s'est engagé, par exemple, à ce que les retraités de la Fonction publique et des régimes spéciaux (SNCF, RATP) touchent leur retraite chaque mois. Il s'est également engagé, pendant la pandémie, à hauteur de 140 milliards d'euros au travers du PGE (Prêts garantis par l'État) ; prêts visant à soutenir les entreprises, dont on sait qu'une grande partie ne sera jamais remboursée. Cette dette est une dette potentielle, qui n'est pas prise en compte au sens des critères de Maastricht, si bien que personne ne s'était jamais donné la peine de l'évaluer précisément. Tant que ça tient, personne n'a vraiment envie d'affoler la population avec ça.

Or, il est de notoriété publique que ces régimes de retraite sont déficitaires de manière chronique, car personne n'a eu le courage de les réformer, par peur de déclencher la grogne sociale. Par conséquent, l'État doit régulièrement mettre la main à la poche pour équilibrer les comptes. Étant donné que nous ne parvenons même pas, en temps normal, à boucler un budget équilibré (nous sommes en déficit de 160 milliards d'euros par an), nous sommes donc contraints régulièrement de nous endetter de façon « standard », par émission d'obligations, afin de boucler les fins de mois.

A combien s'élève exactement le montant de ces engagements hors bilan ? Personne ne le savait exactement avant qu'une commission sénatoriale ne soit créée en 2019. La réponse fait

froid dans le dos : plus de 4 trillions d'euros (4 mille milliards).

En résumé, nous avons 3 trillions d'euros de dette « standard », à laquelle viennent s'ajouter 4 trillions d'euros de dette hors bilan, qui ne fait bien entendu que grossir, et qui vient se transformer plus ou moins régulièrement en dette « standard ».

Dire que la situation est critique est un euphémisme. D'ici 3 ou 4 ans, la situation sera même intenable, car les impôts et taxes collectés suffiront à peine à payer les intérêts de la dette.

Tout ceci appelle une question simple : pour quelle raison aucun député à l'Assemblée nationale ne pose la question au gouvernement ? Comment Macron et Le Maire comptent-ils procéder afin d'infléchir la trajectoire mortifère de nos comptes publics ? Et surtout, nous aimerions savoir à quelle vitesse cette dette hors bilan monstrueuse va se transformer en dette classique. Que peut-il y avoir de plus important à discuter que la survie financière de la France ?

Visiblement, il semble que d'autres sujets de première importance ont la préférence de nos représentants, tels que la déconstruction des mâles blancs ou le barbecue comme symbole du virilisme. Alors que nous sommes au bord du précipice, ces gens discutent du sexe des anges.

Des économistes se succèdent sur les plateaux de télévision, peu d'entre eux osent formuler de manière claire ce qui se passe, ni prononcer le mot que personne ne veut entendre, et qui avait valu tant de critiques au pauvre François Fillon, lorsqu'il avait pris ses fonctions de Premier ministre : la FAILLITE.

Oui, la France est au bord de la banqueroute pure et simple. Vous saurez que cette dernière est imminente lorsque vous constaterez que les paiements des pensions de retraites, des

salaires des fonctionnaires et des remboursements de sécurité sociale commenceront à prendre du retard. Ils feront tout ce qui est en leur pouvoir pour générer des décalages de trésorerie afin de repousser l'échéance le plus longtemps possible.

Afin d'être parfaitement informé sans être obligé de faire une confiance aveugle à qui que ce soit, j'incite tout le monde à se connecter sur le site de la Banque de France, à y collecter les informations nécessaires (dette, déficit public, recettes, dépenses, simulation avec hausse des taux d'intérêt), et à faire les calculs lui-même. Ils sont accessibles à tout collégien qui sait multiplier et calculer un pourcentage.

L'un des très rares économistes à nous alerter sur cet état de fait depuis des années se trouve être également un des contributeurs de Riposte laïque, il s'agit de Marc Rousset. Les autres se contentent de faire la politique de l'autruche.

« Ce n'est pas parce qu'on refuse de voir la réalité qu'elle cesse d'exister », écrivait Aldous Huxley.

Il est plus que temps de se débarrasser des petits ricaneurs, des fin lettrés spécialistes de Proust et des énarques en tout genre, à la tête de l'État. L'urgence de la situation nécessite des gens d'une autre trempe, qui ont le courage et les compétences requises pour prendre les décisions qui s'imposent.

Alain Falento

